



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/64/19
9 June 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-quatrième réunion
Montréal, 25 – 29 juillet 2011

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD
POUR L'ANNÉE 2011**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUD demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 585 100 \$US, plus les coûts d'appui à l'agence de 43 883 \$US, pour les amendements à son programme de travail de 2011. Le programme de travail est joint au présent document.

2. Les activités proposées dans les amendements au programme de travail du PNUD sont présentées dans le tableau 1, ci-dessous :

Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUD

Pays	Activité/projet	Somme demandée (\$US)	Somme recommandée (\$US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE			
A1. Projets de renouvellement du renforcement des institutions :			
Colombie	Projet de renouvellement du renforcement des institutions (phase VIII)	275 600	275,600
Malaisie	Projet de renouvellement du renforcement des institutions (phase IX)	279 501	279,501
Total partiel de A1 :		555 101	555,101
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Préparation de projet pour les projets de destruction des SAO :			
Géorgie	Préparation d'un projet de démonstration sur la gestion/destruction des banques de SAO	30 000	*
Total partiel de B1 :		30 000	*
Total partiel de A et B		585,101	555 101
Coûts d'appui à l'agence (7,5 pour cent pour la préparation de projets et le renforcement des institutions, et pour d'autres activités de plus de 250 000 \$US, et 9 pour cent pour les autres activités inférieures à 250 000 \$US) :		43,882	41 632
Total:		628,983	596 733

* Projet proposé pour examen individuel ou en instance

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE

A.1 Renouvellement des projets de renforcement des institutions

- a) Colombie (phase VIII): 275 600 \$US
- b) Malaisie (phase IX): 279 500 \$US

Description du projet

3. Le PNUD soumet les demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour la Colombie et la Malaisie. La description des demandes de ces pays est fournie à l'annexe I au présent document.

Observations du Secrétariat

4. Le Secrétariat du Fonds a examiné les rapports finaux des projets de renforcement des institutions proposés au nom de la Colombie et de la Malaisie par le PNUD selon le modèle révisé de soumission pour le renouvellement des projets de renforcement des institutions approuvé à la décision 61/43 et a

constaté que les deux pays ont respecté les mesures de réglementation pour l'élimination des CFC, du tétrachlorure de carbone et des halons établies par le Protocole de Montréal. Le Secrétariat a effectué son examen dans le contexte des décisions 59/17, 59/47 b) et 61/43, plus particulièrement la décision 61/43 dans laquelle le Comité exécutif a décidé « de maintenir le financement du soutien au renforcement des institutions aux niveaux actuels, et de renouveler les projets de renforcement des institutions pour la période complète de deux ans à partir de la 61^e réunion. »

Recommandation du Secrétariat

5. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des demandes de renouvellement du renforcement des institutions pour la Colombie et la Malaisie aux niveaux indiqués dans le tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter exprimer aux gouvernements de la Colombie et de la Malaisie les observations jointes à l'annexe II aux présentes.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL

B.1 Préparation de projet pour les projets pilotes de destruction des SAO

Géorgie : Préparation d'un projet de démonstration sur la gestion/destruction des banques de SAO (30 000 \$US)

Description du projet

6. Le PNUD soumet, au nom du gouvernement de la Géorgie, une demande de préparation de projet pour un projet de démonstration pilote sur la destruction de CFC et autres SAO indésirables au pays, pour la somme de 30 000 \$US. La proposition de projet pilote portera d'abord sur l'élimination d'une tonne de SAO indésirables déjà recueillies et prêtes à détruire. Elle mettra en place, par la même occasion, des mesures pour soutenir la pérennité des activités de repérage des résidus de SAO qui seront éventuellement recueillis par l'entremise des deux centres de récupération et de recyclage en activité au pays.

7. La proposition présente également deux méthodes de destruction de résidus recueillis. La première méthode consiste à exporter les résidus à l'extérieur du pays aux fins de destruction et la deuxième consiste à trouver des moyens de détruire les SAO d'une manière écologique à l'intérieur du pays. La proposition contient l'information nécessaire à l'examen des deux méthodes. En ce qui concerne la première méthode, l'accent est fortement mis sur le lien avec un projet, qui reçoit actuellement l'appui financier du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), sur la destruction de pesticides constituant des polluants organiques persistants et les étapes du confinement des pesticides déversés dans le pays. La deuxième option explore la possibilité d'incinération comme méthode préférée de destruction dans une usine de ciment locale.

8. La proposition précise également que le projet a non seulement comme objectif global de détruire les SAO indésirables, mais aussi de mettre en évidence la synergie entre les SAO et les polluants organiques persistants, qui peut offrir une solution économique et écologique pour les deux objectifs, tout en abordant la question de la destruction et la gestion générales des stocks de produits chimiques dans les pays à faible volume de consommation.

Observations du Secrétariat

9. Le Secrétariat a pris note du fait que cette demande de préparation de projet figure dans le plan d'activités du PNUD pour les années 2011 à 2014, examiné à la 63^e réunion du Comité exécutif, et que cette demande sera comprise dans le créneau de financement des projets de démonstration sur la

destruction des SAO dans les pays à faible volume de consommation, conformément à la décision XXII/7 de la vingt-deuxième réunion des Parties au Protocole de Montréal.

10. Le Secrétariat a examiné la proposition dans le contexte de la décision 58/19 et a demandé au PNUD de lui fournir des précisions sur l'information exigée en vertu de cette décision non comprise dans la proposition. Il a notamment souligné que bien que la proposition précise que le projet fera la démonstration d'une méthode pour détruire une tonne de résidus de SAO déjà recueillis au pays, elle ne propose aucune méthode acceptée pour recueillir de futurs résidus afin d'assurer la pérennité du projet. Le Secrétariat a aussi pris note du chevauchement possible de ce projet national et d'une proposition d'une autre agence d'exécution concernant un projet de démonstration pour une région qui comprend la Géorgie. Il a aussi demandé de l'information sur le volet démonstration du projet et ses bienfaits pour les pays à faible volume de consommation.

11. Le PNUD a fourni une réponse très détaillée aux observations du Secrétariat, ainsi que les informations demandées dans la décision 58/19. La réponse précise que les activités de collecte existantes au pays sont liées à un projet sur les pesticides constituant des polluants organiques persistants approuvé par le FEM et que ce lien a permis au pays de développer une méthode pour recueillir tous les produits chimiques indésirables, y compris les SAO. La réponse souligne également le ferme engagement du gouvernement de la Géorgie envers la bonne gestion sécuritaire des produits chimiques, et que le soutien à ce projet donnera au pays une occasion de mettre clairement en évidence la synergie avec d'autres projets approuvés pour la gestion des polluants organiques persistants et des produits chimiques.

12. Le PNUD a aussi indiqué que le projet de destruction des SAO sera le complément de ses travaux juridiques et réglementaires et de développement des capacités visant des activités dans deux projets supplémentaires relevant de l'Approche stratégique à la gestion intégrée des produits chimiques en Géorgie. Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de ce projet, notamment le développement d'un profil national des produits chimiques afin d'y inclure les SAO, l'évaluation des capacités nationales de l'Approche, et le renforcement de la coordination et du dialogue sur les questions relatives à la gestion et la sécurité des produits chimiques. Un registre national de transfert des polluants a été créé en Géorgie et il comprend les SAO.

13. En réponse à la demande du Secrétariat de justifier la proposition d'un autre projet de démonstration sur la destruction dans le pays même en utilisant des installations existantes alors que cette approche a déjà fait l'objet d'une démonstration dans des projets approuvés par le Comité exécutif, le PNUD a indiqué que le gouvernement de la Géorgie a décidé de réexaminer la possibilité d'utiliser le four d'une cimenterie comme méthode de destruction, mais qu'il penche vers la méthode portant sur l'exportation des résidus à l'étranger. Ces activités seraient réalisées d'une manière conforme à la destruction des polluants organiques persistants, ce qui assurera la rentabilité de cette approche.

14. Le PNUD a également joint une demande du gouvernement de la Géorgie et a réitéré que le pays ne participera pas au projet régional de destruction des SAO proposé pour la région de l'Europe et de l'Asie centrale.

Recommandation du Secrétariat

15. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner la demande de préparation d'un projet de démonstration pilote sur la destruction des SAO en Géorgie dans le contexte de la décision 58/19.

Annexe I

PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Colombie : Renouvellement du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil de pays	
Agence d'exécution :	PNUD
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$US) :	
Phase I : Mars 1994	317 790
Phase II : Mars 1998	212 000
Phase III : Mars 2000	212 000
Phase IV : Novembre 2002	275 600
Phase V : Avril 2005	275 600
Phase VI : Juillet 2007	275 600
Phase VII : Juillet 2009 et juillet 2010	275 600
Total :	1 844 190
Somme demandée pour le renouvellement (phase VIII) (\$US) :	275 600
Somme recommandée pour l'approbation de la phase VIII (\$US) :	275 600
Coûts d'appui à l'agence (\$US) :	20 670
Coût total de la phase VIII du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral (\$US) :	296 270
Date de l'approbation du programme de pays :	1994
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1992) (tonnes PAO) :	1 973 6
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne de 1995-1997)	2 208,2
b) Groupe II de l'annexe II (halons) (moyenne de 1995-1997)	187,7
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)	6,1
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne de 1998-2000)	0,6
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)	110,1
Consommation la plus récente de SAO (tonnes PAO) déclarée en vertu de l'article 7 :	
a) Groupe II de l'annexe A (CFC)	110,6
b) Groupe II de l'annexe A (halons)	0 0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)	0 6
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)	0 0
e) Annexe E (bromure de méthyle)	0 0
f) Groupe I de l'annexe C (HCFC)	209,7
Total :	320,9
Année des données de mise en œuvre du programme de pays (2010) :	2010
Somme approuvées pour les projets (en date d'avril 2011) (US \$) :	28 924 225
Somme décaissée (en date de décembre 2009) (\$US) :	17 563 349
SAO à éliminer (en date d'avril 2011) (tonnes PAO) :	1 932,5
SAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO) :	1 832,4

1. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

Sommaire des activités	Sommes approuvées (\$US)
a) Projets d'investissement :	23 302 758
b) Renforcement des institutions :	1 844 190
c) Préparation de projet, assistance technique, formation et autres activités ne portant pas sur des investissements :	3 777 277
Total :	28 924 225

Rapport périodique

2. Le Bureau national de l'ozone a travaillé activement au maintien de la conformité au calendrier de réglementation du Protocole de Montréal au cours de la phase VII du projet de renforcement des institutions du Protocole de Montréal, ce qui a permis au pays de respecter toutes les mesures de réglementation pour les CFC, le tétrachlorure de carbone et les halons en 2010. Grâce au Bureau national de l'ozone, le pays est demeuré conforme aux mesures du Protocole de Montréal pour la consommation de toutes les substances et la soumission des rapports. Le Bureau national de l'ozone a aussi participé et contribué activement aux différents débats qui se sont déroulés au niveau régional, au sein du Comité exécutif et à la Réunion des Parties. Le gouvernement de la Colombie a poursuivi avec succès la mise en œuvre des activités du plan national d'élimination des CFC au cours de la phase VII et a aussi entrepris la première étape du plan de gestion de l'élimination des HCFC, qui comprend l'élimination des HCFC dans le secteur des réfrigérateurs domestiques. Le Bureau national de l'ozone a aussi coordonné d'autres activités telles que la mise en œuvre du projet d'investissement pour la reconversion du seul fabricant d'inhalateurs à doseur au pays, la mise en œuvre d'un projet pour remplacer le tétrachlorure de carbone comme agent de transformation, la mise en œuvre de projets de démonstration sur les refroidisseurs et le CO₂ supercritique pour la mousse de polyuréthane à vaporiser, la mise en œuvre d'un projet de sensibilisation visant à prévenir l'utilisation du bromure de méthyle et la préparation d'une proposition pour un projet de démonstration sur la gestion des SOA indésirables. Le Bureau national de l'ozone a participé très activement à la mise en œuvre d'activités de sensibilisation à la radio et à la télévision, dans les journaux, par le biais de présentations publiques et les célébrations de la Journée internationale de l'ozone, tout comme lors des phases précédentes.

Plan d'action

3. La phase VIII du renforcement des institutions en Colombie revêt une importance particulière car le pays se prépare à respecter l'échéance fixée pour la consommation de HCFC et à assurer la pérennité de l'élimination complète des CFC, du tétrachlorure de carbone et des halons. Au cours de cette étape, le gouvernement de la Colombie, par l'entremise du Bureau national de l'ozone, prévoit continuer à renforcer et à assurer la pérennité des activités mises en œuvre au cours des dernières années dans le secteur de l'entretien grâce à la première étape du plan de gestion de l'élimination des HCFC (y compris la création de huit centres de collecte des SAO), l'achèvement du projet d'investissement dans le secteur des inhalateurs à doseur, la préparation d'un projet de démonstration sur la gestion des SAO indésirables et le resserrement du cadre juridique sur lequel reposent les activités mentionnées ci-dessus.

4. La mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC et autres activités de projet continuera à se faire par l'intermédiaire des correspondants nationaux, afin que celles-ci aient des répercussions dans toutes les régions, comme lors des phases précédentes.

Malaisie : Renouvellement du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil de pays		
Agence d'exécution :		PNUD
Sommes déjà approuvées pour le renforcement des institutions (\$US) :		
	Phase I : Mars 1993	322 520
	Phase II : Octobre 1996	215 000
	Phase III : Novembre 1998	215 000
	Phase IV : Décembre 2000	215 000
	Phase V : Novembre 2002	279 500
	Phase VI : Décembre 2004	279 500
	Phase VII : Novembre 2007	279 500
	Phase VIII : juillet 2009 et juillet 2010	279 500
	Total :	2 085 520
Somme demandée pour le renouvellement (phase IX) (\$US) :		279 500
Somme recommandée pour l'approbation de la phase IX (\$US) :		279 500
Coûts d'appui à l'agence (\$US) :		20 963
Coût total de la phase IX du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral (\$US) :		300 463
Date de l'approbation du programme de pays :		1992
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1990) (tonnes PAO) :		3 744,5
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :		
a)	Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne de 1995-1997)	3 271,1
b)	Groupe II de l'annexe II (halons) (moyenne de 1995-1997)	8,0
c)	Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne de 1998-2000)	4,5
d)	Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne de 1998-2000)	49,5
e)	Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne de 1995-1998)	14,6
Consommation la plus récente de SAO (tonnes PAO) déclarée en vertu de l'article 7 :		
a)	Groupe II de l'annexe A (CFC)	105,2
b)	Groupe II de l'annexe A (halons)	0,0
c)	Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)	0,0
d)	Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)	1,9
e)	Annexe E (bromure de méthyle)	3,4
f)	Groupe I de l'annexe C (HCFC)	494,0
	Total :	604,5
Année des données de mise en œuvre du programme de pays :		2009
Somme approuvées pour les projets (en date d'avril 2011) (US \$) :		48 831 330
Somme décaissée (en date de décembre 2009) (\$US) :		44 566 244
SAO à éliminer (en date d'avril 2011) (tonnes PAO) :		6 797,0
SAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO) :		6 694,6

5. Sommaire des activités et des sommes approuvées par le Comité exécutif :

Sommaire des activités	Sommes approuvées (\$US)
a) Projets d'investissement :	42 055 162
b) Renforcement des institutions :	2 085 520
c) Préparation de projet, assistance technique, formation et autres activités ne portant pas sur des investissements :	4 690 648
Total :	48 831 330

Rapport périodique

6. La Malaisie a atteint son objectif d'éliminer les CFC, le tétrachlorure de carbone et les halons avant le 1^{er} janvier 2010. L'étroite collaboration avec les industries et les autres agences telles que les services douaniers, le service des incendies et du sauvetage et le ministère de l'Industrie et du Commerce international, notamment pour les activités d'application, a été essentielle dans le cadre du programme d'élimination et pour la prévention des importations illicites de CFC. Les activités d'application et de surveillance ont été la priorité en 2009 et même au-delà de 2010, afin d'assurer que la Malaisie soit entièrement conforme aux objectifs du Protocole de Montréal. Les programmes de sensibilisation, surtout les programmes menés dans les médias de masse, ont haussé le niveau de sensibilisation aux enjeux liés à l'appauvrissement de la couche d'ozone et aux changements climatiques.

Plan d'action

7. La prorogation du renforcement des institutions a pour objectif opérationnel de surveiller l'offre de ressources financières et techniques au gouvernement de Malaisie pour assurer l'exécution des activités et des projets d'élimination mis de l'avant dans le plan de gestion de l'élimination des HCFC qui sera soumis à la 65^e réunion du Comité exécutif en novembre 2011.

8. Le projet a pour objectif global d'aider le Bureau national de l'ozone et les industries à éliminer les SAO de manière efficace et efficiente par le biais de l'adoption de politiques, de stratégies, de mesures de réglementation, de mécanismes technologiques et de surveillance, en conformité au Protocole de Montréal.

Annexe II

POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 64^e RÉUNION

Colombie

1. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport final accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Colombie et a pris note avec satisfaction des résultats atteints par le Bureau national de l'ozone au cours de la mise en œuvre de la septième phase. Le Comité exécutif a pris note, entre autres, des progrès accomplis par la Colombie en vue de la mise en œuvre réussie du plan national d'élimination des CFC, de l'amorce de la première étape du plan de gestion de l'élimination des HCFC et de la mise en œuvre d'autres projets tels que la reconversion du seul fabricant d'inhalateurs à doseur au pays, le remplacement du tétrachlorure de carbone comme agent de transformation, les projets de démonstration sur les refroidisseurs et le CO₂ supercritique, le programme de sensibilisation aux solutions de remplacement afin d'éviter l'utilisation du bromure de méthyle et la préparation d'un projet de démonstration afin de gérer les SAO indésirables.
2. Le Comité exécutif félicite le gouvernement de la Colombie pour ses réalisations au cours de la phase précédente du projet de renforcement des institutions et s'attend à ce que la Colombie poursuive la mise en œuvre des activités prévues, et maintienne et améliore même les niveaux de réduction actuels de SAO avec un succès retentissant au cours des deux prochaines années.

Malaisie

3. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du renforcement des institutions pour la Malaisie et a pris note avec satisfaction que le pays a réussi à éliminer les CFC, le tétrachlorure de carbone et les halons avant le 1^{er} janvier 2010. Le Comité exécutif a pris note, entre autres, de la coordination réussie de la gestion et de la surveillance des programmes d'élimination des SAO avec les agences nationales et autres parties prenantes, et du fait que la Malaisie continuera à formuler et à appliquer des règlements nationaux, notamment la mise en œuvre d'un programme de permis visant à réglementer la consommation de HCFC et à atteindre les objectifs de 2013 et de 2015 relatifs aux HCFC, afin d'assurer le respect des objectifs d'élimination des SAO.
4. Le Comité exécutif appuie sans réserve les efforts de la Malaisie pour réduire sa consommation de SAO et s'attend à ce que la Malaisie réussisse la mise en œuvre de ses activités d'élimination des SAO au cours des deux prochaines années, y compris les activités pour assurer le respect des mesures de réglementation concernant les HCFC, de 2013 et de 2015.



**64th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund
for the Implementation of the Montreal Protocol**

(11 - 15 July 2011, Montreal, Canada)

**UNDP
AMENDMENT TO 2011 WORK PROGRAMME**

Rev 26 May 2011

UNDP

AMENDMENT TO THE 2011 WORK PROGRAMME

I. EXECUTIVE SUMMARY

The present document constitutes the Amendment to UNDP's 2011 Work Programme and is being submitted for consideration of the ExCom at its 64th Meeting. The list of submissions for all funding requests submitted by UNDP to the 64th ExCom Meeting is tabulated in Annex 1 to this document. Project proposals such as MYA tranches, HCFC investment and demonstration projects and other individual/investment proposals, are not submitted as part of this document and are submitted separately as per normal practice. Only the following (non-investment) submissions are part of this document as per current practice and all requests are made in accordance with the provisions of the relevant decisions and guidelines of the Executive Committee. Section II provides more details about each of the categories of funding requests below:

Institutional Strengthening Extensions

The requests for funding for extensions of Institutional Strengthening projects are made for Colombia and Malaysia.

Preparation funding requests

One request is being submitted for preparation funding: ODS Bank Management/Destruction demonstration project in Georgia.

II. FUNDING REQUESTS PART OF THE WORK PROGRAMME AMENDMENT

Institutional Strengthening Extensions

Requests for funding of extensions of institutional strengthening projects included in this document for submission at the 64th ExCom Meeting are tabulated below. Terminal Reports and Requests for extension of IS funding for Malaysia is submitted as pdf file along with WPA; Colombia IS has been submitted separately.

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Coop Agency
Colombia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase VIII)	24	275,600	20,670	296,270	N/A
Malaysia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase IX)	24	279,500	20,963	300,463	N/A
Total (2 requests)				555,100	41,633	596,733	N/A

Preparation funding requests

Funding request for preparation of projects is being submitted to the 64th ExCom Meeting as tabulated below. The justification of the proposal can be found in Annex 2 below.

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Coop Agency
Georgia	PRP	Preparation of Demo: ODS Bank Management/Destruction	12	30,000	2,250	32,250	N/A
Total (1 request)				30,000	2,250	32,250	

III. SUMMARY OF FUNDING REQUESTS (WORK PROGRAMME AMENDMENT)

The table below summarizes the funding requests for non-investment activities and proposals, as part of the Amendment to UNDP's Work Programme for 2011, submitted to the 64th ExCom Meeting:

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Coop Agency
Colombia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase VIII)	24	275,600	20,670	296,270	N/A
Georgia	PRP	Preparation of Demo: ODS Bank Management/Destruction	12	30,000	2,250	32,250	N/A
Malaysia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase IX)	24	279,500	20,963	300,463	N/A
Total (3 requests)				585,100	43,883	628,983	

ANNEX 1

List of all UNDP submissions for funding to the 64th ExCom Meeting

No	Country	Type	Description	Total Funding Request (US\$)			Funding Request for the 64th ExCom (US\$)		
				Amount	Agency Fee	Total	Amount	Agency Fee	Total
1	Brazil	FOA – INV	HCFC-phaseout in the Foam Sector – Phase-1/Part-1	12,009,056	900,679	12,909,735	7,253,999	544,050	7,798,049
2	Brazil	PHA - INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage I)	4,618,837	413,964	5,032,801	4,618,837	413,964	5,032,801
3	China	DEM	HCFC demonstration project (XPS Foams Sector)	1,973,300	147,998	2,121,298	1,973,300	147,998	2,121,298
4	China	DEM	HCFC demonstration project (Solvents Sector)	352,051	26,404	378,455	352,051	26,404	378,455
5	China	PHA	Sector Plan for HCFC phase-out in the ICR Sector	137,780,000	10,333,500	148,113,500	25,000,000	1,875,000	26,875,000
6	Colombia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase VIII)	275,600	20,670	296,270	275,600	20,670	296,270
7	Costa Rica	INV	HCFC-INV: REF manuf. sector	681,509	51,113	732,622	641,509	48,113	689,622
8	Costa Rica	PHA - INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage I)	560,000	42,000	602,000	560,000	42,000	602,000
9	El Salvador	FOA – INV	HCFC Phaseout in the Foam Manufacturing Sector	476,850	35,764	512,614	476,850	35,764	512,614
10	El Salvador	PHA - INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stages I and II)	560,000	42,000	602,000	560,000	42,000	602,000
11	Georgia	PRP	Preparation of Demo: ODS Bank Management/Destruction	30,000	2,250	32,250	30,000	2,250	32,250
12	Indonesia	PHA	HPMP Stage-I (Non-investment Components)	8,978,102	673,358	9,651,460	4,000,000	300,000	4,300,000
13	Indonesia	PHA	Air Conditioning Sector Plan						
14	Indonesia	PHA	Refrigeration Sector Plan						
15	Jamaica	FOA – INV	HCFC Phaseout in the Foam Manufacturing Sector	95,450	7,159	102,609	95,450	7,159	102,609
16	Jamaica	PHA - INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage I)	560,000	42,000	602,000	560,000	42,000	602,000
17	Lebanon	PHA - INV	HPMP Stage-I / Foams and Air Conditioning sectors	2,795,459	209,660	3,005,119	1,500,000	112,500	1,612,500
18	Malaysia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase IX)	279,501	20,963	300,463	279,501	20,963	300,463
19	Mexico	FOA – INV	HCFC-141b phaseout in PU Foams	11,537,620	865,322	12,402,942	6,449,136	483,685	6,932,821
20	Trinidad and Tobago	PHA - INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage I)	753,750	56,531	810,281	753,750	56,531	810,281
21	Trinidad and Tobago	FOA – INV	HCFC Phaseout in the Foam Manufacturing Sector	205,750	15,431	221,181	205,750	15,431	221,181
22	Uruguay	PHA - INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage I)	567,000	42,525	609,525	567,000	42,525	609,525
Total: (22 Requests)				185,089,835	13,949,291	199,039,125	56,152,733	4,279,007	60,431,739

Notes:

1. All amounts in US dollars
2. Special reports due (balances, status reports, etc.) not included in this list and submitted separately.

ANNEX 2
Georgia: Justification for PRP
Destruction of collected ODSs in a cost effective way (demonstration project)

Background

Georgia is in possession of unwanted ODS waste and there is a need to address this issue as the waste is continuously stored without any purposeful plan for elimination which results in further deterioration of the cylinders that contain this waste and more progressive emissions from the containers. An approximate volume of one (1) ton of unwanted ODS waste (CFC-12) has been collected through the operation of the recycling center in Georgia since its establishment. The current PRP request is being submitted to address this issue.

There are two identified options to deal with this unwanted ODS waste. The option #1 is to export the waste for destruction elsewhere and the option #2 is to destroy them in environmentally sound manner domestically in Georgia. Further elaboration of these two options is provided below.

Option #1:

The Ministry of Environment Protection and Natural Resources of Georgia in cooperation with UNDP developed a medium-sized project (MSP) project document “Disposal of POPs Pesticides and Initial Steps for Containment of Dumped POPs Pesticides in Georgia” which was approved for implementation by the GEF on February 09, 2011.

The main goal of the project is to enhance the quality of environment and avoiding human health impacts by ensuring minimization of POPs pesticides releases in Georgia. One of the objectives of the project is to export for destruction around 250 tons of non-soil mixed POPs pesticides buried in sarcophaguses at the Iagluja dump. The planned POPs waste re-packaging and disposal activity will take place during 2012-13. By linking the ODS waste disposal activities to this approved project, Georgia is in position to achieve the cost-effective climate and ozone benefits by also destroying the existing stockpile of unwanted ODS.

Option #2:

Incineration is one of the preferred methods of disposal for a wide range of wastes, including hazardous wastes and POPs/ODSs. In Georgia, high temperature cement kilns as well as small incineration units are available and can show an affordable, environmentally sound and sustainable treatment option for many hazardous chemicals. However, these options may be feasible only in case if adequate procedures are implemented and state-of-art emission control systems are upgraded at the existing sites. The Ministry considers possibilities to explore a prospective for initial test burns at a local modern cement plant in 2012. In this regard, the incineration of unwanted CFCs can be done through destruction of them dependant if existing local options are certified to be capable of treating wastes consisting of, containing or contaminated with any POPs, ODSs and other chlorinated compounds. At the same, time these local options might not be selected as a final choice since they are not specifically fitted for the destruction of hazardous waste such as ODS unwanted waste.

Objectives and activities

The main objective of the future project is to destroy one (1) metric ton of unwanted CFCs in environmental sound manner. The R/R centre has already collected one (1) metric ton of unwanted ODSs which is stored and ready for destruction. Another objective of the proposed actions is to

demonstrate that synergies between ODSs and POPs areas can be resulted in the most economically and environmentally feasible option in the sphere of destruction and management of existing unwanted stocks of chemicals in LVCs.

It should be highlighted that Georgia does not seek financial assistance at this stage for the technology transfer to recover, store and maintain existing ODSs banks and/or create destruction facilities. At present, the country requests funds only for elimination of the waste either in Georgia, given safety of the destruction process can be certified and, thus, guaranteed, or aboard, in one of European countries where substantial hazardous waste management capacity exists in a number of well-equipped, modern high temperature incinerators.

The PRP phase will specifically help in formulating the future project which will then address the following elements:

- Assessment of legislative and regulatory framework in place for the management of ODSs and its synergies with POPs activities to enable more comprehensive waste management framework;
- Awareness raising among all stakeholders on safe management and disposal of ODS and POPs waste to develop mechanisms for synergies between the component of HPMP and POPs activities in the country;
- Repackaging and export of the unwanted CFCs waste into one of the European countries with certified disposal facilities which will bid for POPs destruction sub-contract under the POPs project or alternatively, incineration of unwanted CFCs in Georgia if safety measures are in place, equipment is upgraded to feed CFCs into destruction kilns and improvement in emission control technologies are achieved to the satisfaction of internationally accepted benchmarks;
- Physical elimination of the destruction of CFCs waste in environment sustainable manner (combined with the POPs destruction activities within the country).
- Development of the guide book for LVCs to use similar approaches to manage concurrently the destruction of POPs and ODSs.

Expected outcomes

The expected outcomes can be summarized as follows:

- Destruction of unwanted CFCs in an environmentally sound manner;
- Prevention of CFCs releases into the atmosphere through sustainable management of unwanted and unusable CFCs stockpiles;
- Demonstration of the most feasible option in handling destruction of CFCs which is technically and economically feasible (in combination with POPs national activities);
- Coordination of Georgia's responses to associated multilateral environmental agreements addressing other chemicals issues will be promoted; and
- Dissemination of information on good practices and learning from implementation of the proposed activities.